

Colloque : « France – Grèce : Regards croisés sur  
l'aménagement du territoire » (15 octobre 2020)  
Institut français de Grèce / Université de Thessalie /  
Comité économique et social de Grèce

# Participation citoyenne et « *Droit à la Ville* » : un enjeu pour la ville durable

Christophe GIBOUT, Sociologue,

Professeur des Universités en Aménagement et Urbanisme

Directeur du Pôle Recherche « *Humanités et Territoires Intégrés* »

Codirecteur du laboratoire « *Territoires Villes Environnement & Société* » (TVES, ULR 4477)

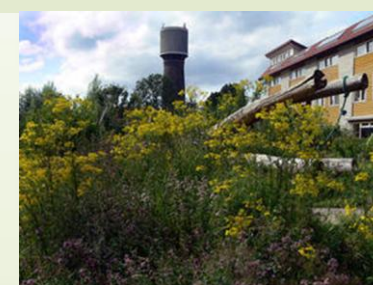
Université du Littoral – Côte d'Opale (ULCO)

[Christophe.Gibout@univ-littoral.fr](mailto:Christophe.Gibout@univ-littoral.fr)

# Contexte général français : « crise de la démocratie » et « épuisement de la représentation »

Déclin et désengagement des formes traditionnelles de la vie politique : difficultés à trouver des candidatures aux élections locales, diminution du nombre de personnes qui s'engagent dans le mouvement associatif et y prennent des responsabilités, radicalisation de la vie politique et structuration croissante autour de partis se présentant largement comme « *antisystèmes* », etc.

Développement d'une logique « tribunicienne » et d'un engagement protestataire : réseaux sociaux, culture de la protestation de rue, montée en puissance d'une culture de rejet du pouvoir politique traditionnel, mouvement des « *Gilets jaunes* », mouvement des « *antimasques* » et des « *antivaccins* », mouvement « *black blocks* », développement des **ZAD** (Zones à Défendre), etc.



# Le retour vers le Peuple comme réponse privilégiée

La mise en place de dispositifs législatifs et réglementaires qui sont autant de tentatives pour remettre le citoyen au cœur de la vie de la Cité (par exemple):

- Expérience de la « *Convention citoyenne pour le Climat* »
- Expérience du « *Grand Débat National* » après la crise des « Gilets jaunes »
- *Commission Nationale du Débat Public*
- Plans de Prévention des Risques Technologiques et Plans de Prévention des Risques Naturels
- Référendums locaux et référendums d'initiative locale ou populaire
- Fonds de participation des habitants dans les quartiers ANRU



# Qu'est-ce que la participation ?

## Un enjeu essentiel autour des « échelles de la participation »

Des expériences multiples, variées et qui, sous un même vocable générique, traduisent des réalités très différentes : Comité de Quartier (Valentin, 2012), Comité de Suivi de Site SEVESO (Frère, 2016, Gibout, 2013), Débat sur le Plan Université 2000 (Planté & Zirotti, 1994), usages sportifs des espaces publics (Gibout, 2009), associations de quartier dans les villes de la relégation urbaine (Neveu, 2001), jardins participatifs (d'Andréa & Tozzi, 2014), etc.

**Une crise de « la portée universelle de la citoyenneté et de la démocratie »** (Rosanvallon, 2006)

**Un double mouvement de la décision politique qui s'éloigne vers le haut (globalisation) et vers le bas (participation)** (Elias, 1987)

Un aéropage de dispositifs qui, globalement, traduisent « **un mode de gestion de proximité** » (Bacqué et al., 2005) et une croyance dans la vertu des « **engagements profanes** » (Berger, 2009) et qui vont de l'infra-local au national (voire à l'international) en passant par toutes les échelles intermédiaires.



# De quels habitants parlons-nous ?



- Une question pas si innocente et qui rappelle que **l'espace est éminemment politique** (Levy & Lussault, 2003)
- **Différents modes de recrutement et de désignation des citoyens** qui s'engagent dans les instances participatives, allant du volontariat à la désignation, du tirage au sort aux « professionnels de la concertation »...
- **Des modèles souvent mis en exergue mais largement mythifiés** : de l'agora athénienne au Canton suisse...
- Des enjeux liés à l'expertise et à la naïveté des citoyens engagés qui obligent à reconsidérer **la nature et les légitimités des savoirs citoyens dans la construction de la participation** (Nez, 2011) et, finalement, **d'une ville plus conviviale** (Beurthey et Costes, 2019).
- Des **enjeux culturels, temporels et spatiaux** qu'il convient d'apprécier à leur juste valeur.

# En quoi y aurait-il une spécificité des villes en transitions/ soutenables et/ou durables ?



Un enjeu qui s'actualise autour par le biais **du renouveau du « Droit à la Ville »** (Lefebvre, 1968) et de son actualisation dans la pensée contemporaine comme **revendication à une ville qualitative** (Costes, 2010, Harvey, 2009 ; Paquot, 2009 ; Soja, 2009) et comme **aspiration à une ville plus conviviale car plus participative** (Beurthey et Costes, 2019)

La participation comme nécessaire 4<sup>ème</sup> pilier du développement durable (Gibout & Hellequin, 2012 et 2018). *Si le développement durable doit être à la fois **économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable, il doit enfin être politiquement participatif. Ainsi, le social doit être un objectif, l'économie un moyen, l'environnement une condition et la démocratie participative une nécessaire voie d'accès et de réalisation.***



# Quelles formes prend aujourd'hui la *démocratie participative* dans les villes contemporaines ?

- Certains dispositifs sont plus **informatifs** ou **consultatifs**, d'autres sont plus **constructifs**, **décisionnaires** et **actifs**, voire même pour les plus ambitieux, **pro-actifs** avec une logique de feed-back
- Un danger de confiscation totale ou partielle (PPRT, Débat Public, etc.)
- **La démocratie citoyenne participative doit maintenant être analysée au prisme d'un décodage potentiellement opportuniste** (Blondiaux, 2008) tant au niveau local qu'au niveau national.







# Trois propos conclusifs temporaires...

- ▶ Se développant selon **une logique de don et de contre-don** (Mauss, 1924), la participation exige un effort d'engagement et, comme **pari sur l'avenir**, elle exige une **capacité de projection des citoyens**
- ▶ L'inscription de la participation dans une société de l' « *ultramodernité* » (Giddens, 1994) oblige à intégrer urgemment l'opposition classique entre « **scène d'exposition** » et « **scène d'apparition** » et à veiller à éviter la « *gadgetisation* » par la communication politique au profit d'**une véritable logique d'aufklärung**
- ▶ Dans la mesure où la participation des habitants est « **un patrimoine collectif vivant** qui tire sa consistance de l'espace vécu des acteurs » (Zaoual, 2010), elle ne se décrète pas et oblige à tenir attention aux formes de « **participation buissonnière** » (Neveu & Vanhoenacker, 2017) et à s'envisager sous la forme d'un « **devenir** » et d'un « **construit social** » (Gibout & Hellequin, 2018).

Merci pour votre attention

Et, évidemment, dans l'attente de nos échanges pour qu'émerge un véritable « *espace public de la recherche et de la science* »

[Christophe.Gibout@univ-littoral.fr](mailto:Christophe.Gibout@univ-littoral.fr)